MYTHE

LE DÉVELOPPEMENT AMÈNE À MOINS DE MIGRATIONS INTERNATIONALES CAR CE SONT LES PLUS PAUVRES QUI MIGRENT

Qu'en pensez-vous ?

[...] *"L'idée est de pouvoir retenir les populations sur place et donc de faire un effort considérable de développement et de formation de la jeunesse, pour qu'elle ne soit pas tentée, elle aussi, de partir"* [1]

[François Hollande ▪ Président de la République française Septembre 2015]

On entend souvent...

La pauvreté est la principale cause des migrations internationales. Ce sont les plus pauvres parmi les pauvres qui migrent en quête de meilleures opportunités économiques, de conditions de vie décentes dans les pays développés puisqu'ils/elles n'ont aucun avenir chez eux/elles. En aidant à améliorer la situation économique des pays en développement, d'un point de vue général, on pourra réduire l'émigration vers le monde développé. Les politiques et stratégies pour réduire les flux de migrations internationales devraient se focaliser sur l'éradication de la pauvreté, avec un impact escompté sur la mobilité humaine.

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

La mobilité est une caractéristique universelle de l'humanité. Les gens ont été mobiles et ont migré depuis la nuit des temps et ils continueront à le faire.
Il y a autant de raisons de migrer internationalement que de migrant[e]s eux/elles-mêmes. Ces raisons sont par ailleurs imbriquées. Les motivations personnelles, la pauvreté, la crainte de persécution, les conflits, les catastrophes naturelles, les violations des droits humains, la discrimination de genre sont quelques-uns des facteurs qui peuvent influer sur la décision de migrer. Dans de nombreux États fragiles, qui ne sont pourtant pas parmi les plus pauvres, l'environnement est tel que les populations sont poussées à chercher un meilleur endroit pour vivre. **La pauvreté n'est pas la seule raison qui amène les gens à traverser les frontières.**

Plusieurs études [2] montrent que **ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent internationalement ; tout simplement parce qu'ils/elles n'en ont pas les moyens.** La majorité des migrant[e]s ne sont d'ailleurs pas originaires des pays les moins développés. Par exemple, les pays au monde comptant le plus d'émigré[e]s tels que le Mexique, la Chine et les Philippines [3] sont parmi ceux dont les indicateurs de développement sont en augmentation.

En fait, les recherches ont confirmé que **le développement socio-économique tend à stimuler les migrations internationales à court et moyen termes** [4]. Michael Clemens du Centre pour le Développement Mondial a, lui aussi, démontré qu'au cours de ce que l'on appelle la "transition migratoire", "l'émigration augmente globalement jusqu'à ce que le pays atteigne un niveau de revenu moyen supérieur. Ce n'est qu'après qu'elle diminue" [5]. Les aspirations suscitées et un meilleur accès aux ressources contribuent à rendre la migration plus envisageable. Ce n'est que [bien] plus tard que l'émigration va diminuer progressivement [fig. 1].

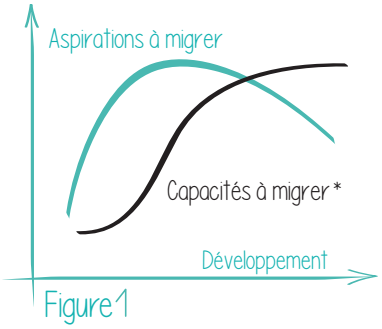


Figure 1

* Capital social, humain et matériel que les individus sont en mesure de mobiliser pour migrer

Cette courbe en U inversée ["bosse de migration"] est corrélée au niveau de développement humain [IDH]. Comme le montre l'étude menée par Hein de Haas, le pourcentage d'émigré[e]s est plus élevé dans les pays disposant d'un niveau de développement humain moyen. Les pays ayant un IDH faible ont, quant à eux, un taux d'émigration faible. Celui-ci est d'ailleurs plus faible que celui des pays bénéficiant d'un développement humain élevé [fig. 2]. [6]

Ce processus est une réalité pour nombre de pays, bien qu'il soit généralement méconnu ou ignoré dans les discours et stratégies politiques. À ce sujet, le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour les droits humains des Migrants, François Crépeau affirmait que *"Si les politiques pensent qu'en versant 500 milliards d'euros à l'Afrique ils vont juguler l'immigration dans les cinq prochaines années, ils se trompent. [...] Cela ne veut pas dire que les pays développés ne doivent pas aider les autres pays à se développer"* [7].

La relation entre migrations et réduction de la pauvreté est complexe et incertaine. Une étude récente de Nicholas Van Hear et Ninna Nyberg Sørensen portant sur le lien entre migrations et développement [8] est arrivée à la conclusion qu' *"il n'y a pas de lien direct entre la réduction de la pauvreté, le développement économique, la croissance démographique, le changement social et économique d'un côté et la migration de l'autre*. ***La réduction de la pauvreté n'est pas, en elle-même, une stratégie amenant à une baisse de la migration".*** Si elle est nécessaire, la réduction de la pauvreté n'est pas une condition suffisante pour remédier à la migration par nécessité. Les inégalités à l'intérieur d'un même pays et entre pays doivent, entre autres facteurs, être également ciblées.

Les pays comptant le plus d'émigré[e]s au monde sont souvent émergents : les Philippines

Les Philippines comptent parmi les pays ayant le plus d'émigré[e]s au monde. Ils représentent également un parfait exemple de la "bosse de migration", tel que présenté dans la figure 2. En effet, bien que maintenant considérés comme un pays à revenu moyen, les Philippines, comme beaucoup de pays émergents, sont confrontés au défi de la croissance économique inclusive et d'une répartition équitable des richesses ; ce qui impose de mettre en œuvre des réformes. Ces enjeux de développement sont des facteurs qui ont mené le pays à être le plus "pourvoyeur" de travailleurs/euses migrant[e]s dits "régulier[e]s". Nombre d'entre eux/elles sont des travailleurs/euses temporaires tels que des infirmier[e]s, des marins ou des employé[e]s domestiques. Une importante part de leur épargne est envoyée à leurs familles restées au pays, via les transferts de fonds [10]. Promouvoir l'emploi outre-mer a d'ailleurs été l'une des stratégies du gouvernement philippin.

Ainsi, avec un niveau de développement en augmentation, les Philippines ont un pourcentage de ressortissant[e]s travaillant à l'étranger parmi les plus élevés au monde.

Le plus inquiétant dans ce mythe est la logique sous-jacente qui suggère que la migration est un phénomène indésirable, niant de fait sa **contribution positive au développement durable** dans les pays de destination, de transit et d'origine des migrant[e]s. Pourtant, l'Agenda 2030 de Développement Durable [9] a confirmé l'idée indéniable que la migration et le développement sont liés : *"Nous reconnaissons la contribution positive des migrant[e]s en faveur de la croissance inclusive et du développement durable"*.

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ■ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

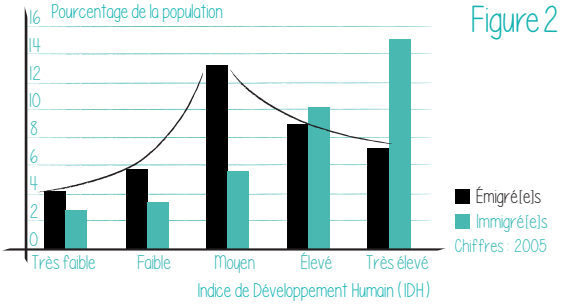


Figure 2

Passez le message !

Notre vision

Le droit de quitter tout pays, y compris le sien, est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et tout un chacun devrait avoir la possibilité de décider de lui-même de migrer ou non.

Si les politiques de développement doivent servir un objectif en matière de migrations, celui-ci doit être de créer les conditions de ce choix. Tant qu'il n'y aura pas de possibilités de vie décente, tant que les guerres et les violations des droits humains prévaudront dans certains endroits de la planète et tant que des États seront fragiles, la migration restera une nécessité plutôt qu'une option.

MYTHE

ON PEUT RÉDUIRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE VERS L'EUROPE GRÂCE À L'AIDE ET À LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Pour répondre à cette question, référons-nous aux principes fondamentaux de l'UE. **Le premier objectif de l'aide au développement est de réduire et, à long terme, d'éradiquer la pauvreté,** tel qu'inscrit à l'article 208 du Traité de Lisbonne. Le but de l'aide n'est donc pas de "prévenir les migrations". En revanche, elle a vocation à contribuer de façon substantielle à améliorer les moyens de subsistance et l'accès à l'éducation, à renforcer l'égalité sociale et la croissance économique. En tant que telle, l'aide au développement contribue à faire de la migration un choix plutôt qu'une nécessité, dans une perspective de long terme.

Faire de la réduction des migrations "irrégulières" le principal objectif de l'aide au développement reviendrait, finalement, à cibler les pays qui en sont destinataires non en fonction de leurs besoins mais en fonction du nombre de migrant[e]s dit[e]s "irrégulier[e]s" qu'ils émettent ou de leur potentiel supposé à juguler les migrations vers l'Europe. Certains pays tels qu'Haïti, le Cambodge ou la Centrafrique, peu présents dans les statistiques de Frontex sur l'immigration irrégulière, se trouveraient ainsi hors cible alors qu'ils comptent au nombre des pays les moins avancés.

Qu'en pensez-vous ?

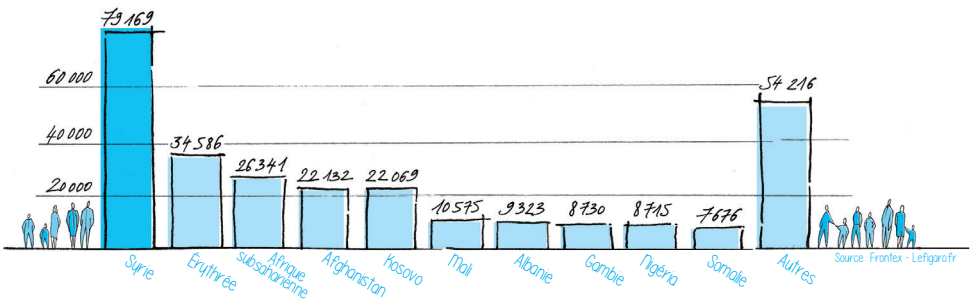
[...] "Nous devons maintenant prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les jeunes africains d'embarquer dans des bateaux en Libye"

[Liliane Ploumen ▪ Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement ▪ Pays-Bas]

On entend souvent...

En pleine "crise des réfugié[e]s" dans le pourtour méditerranéen, l'aide au développement et la coopération sont d'importants instruments pour prévenir et réduire les migrations irrégulières vers l'Europe, avec l'idée que l'Union Européenne devrait intensifier sa recherche de "solutions structurelles en Afrique qui s'attaqueraient aux causes profondes de la migration".

Nombre de migrant[e]s entré[e]s en Europe en 2014 par nationalité



Indépendamment de l'idée sur laquelle elle est basée, cette stratégie est d'autant plus absurde que plusieurs recherches ont montré que le développement stimule les migrations à court terme [cf. mythe 1] : Ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent le plus ; tout simplement parce que, même s'ils/elles le voulaient, ils/elles n'en auraient pas les moyens [cf. mythes 1 et 3].

L'instrumentalisation de l'aide à des fins de gestion des flux migratoires n'est justifiée ni par les principes de l'UE, ni par son "efficacité". Malgré tout, les responsables européen[ne]s continuent d'avancer cette stratégie qui relève, en fait, bien plus de l'effet d'annonce à visée électorale.

Ce que l'aide au développement devrait apporter...

Bakary et Moussa sont tous deux mauritaniens et vivent en France depuis respectivement 42 ans et 10 ans. L'un à la retraite, l'autre toujours actif, ils sont engagés dans le milieu associatif et mènent des actions de solidarité aussi bien en France qu'en direction de la Mauritanie. Ils s'interrogent : "L'aide au développement est-elle utilisée à bon escient ? Permet-elle de créer des emplois, d'offrir des débouchés ? "On" [les décideurs] veut retenir les jeunes mais avec quoi ? Il y a beaucoup de gens qui, s'ils avaient le choix, ne viendraient pas en Europe. Beaucoup rentrent quand ils en ont les moyens. Ce qu'il faut, c'est régler les problèmes qui obligent les gens à partir ; lutter contre la pauvreté ; créer des opportunités ; améliorer les conditions de vie des gens. Ce n'est pas Frontex qui apportera des réponses à cela. De plus, est-ce que l'aide arrive vraiment à ceux qui en ont le plus besoin ?

On devrait plutôt se concentrer sur l'efficacité de l'aide que de vouloir l'utiliser pour empêcher les gens de bouger comme ils l'ont toujours fait !"

Passez le message !

Une instrumentalisation de l'aide pour empêcher les migrations ?

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ■ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Notre vision

■ La migration fait partie de l'Histoire humaine depuis toujours. Toute personne a le droit de quitter son pays. Ce droit doit être respecté où que l'on se trouve, pays d'origine, d'accueil ou de destination. **La migration devrait, avant tout, être considérée comme une opportunité et non comme une menace.**

■ Les politiques devraient soutenir les droits des migrant[e]s, la dignité, le bien-être et l'accueil des personnes en ayant besoin.

■ La coopération au développement n'est pas une réponse à ce que l'on appelle la migration "irrégulière". Celle-ci ne peut trouver une réponse que dans l'ouverture de voies sûres et régulières de migration pour ceux/celles qui sont forcé[e]s ou souhaitent migrer.

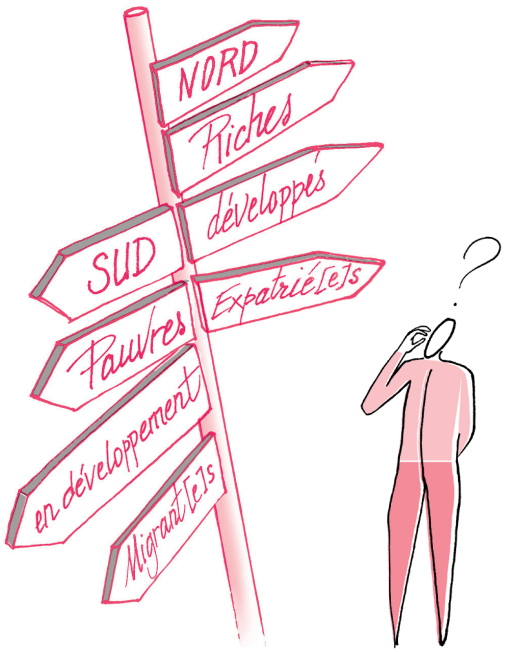
■ L'aide au développement ne doit, en aucun cas, être utilisée comme une monnaie d'échange pour empêcher la migration. Elle doit être fondée sur les besoins, viser à éradiquer la pauvreté, comme stipulé dans le Traité de Lisbonne.

■ Une plus grande cohérence des politiques doit être recherchée, notamment pour les politiques liées au commerce, à la pêche, à l'agriculture, à la consommation et à la fiscalité. L'impact de ces politiques sur les moyens de subsistance des personnes, sur les dynamiques migratoires ainsi que sur l'aide au développement doit être pris en compte.

■ **L'aide au développement doit être mise au service de stratégies de long terme et non être détournée pour soutenir des interventions d'urgence de court terme.**

MYTHE

LA MAJORITÉ DES MIGRATIONS SE FONT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT VERS LES PAYS DÉVELOPPÉS, DES PAYS PAUVRES VERS LES PAYS RICHES



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Le monde compte aujourd'hui près de 232 millions de migrant[e]s internationaux [1]. On appelle "migrant international", toute personne [homme, femme ou enfant] résidant en dehors de son pays de naissance. Les migrant[e]s internationaux-ales représentent un peu plus de 3% de la population mondiale. Bien que la migration internationale ait connu un accroissement significatif en nombre, ce taux est resté stable pendant les 25 dernières années. Il était de 2,9% en 1990 [2].

La plus importante part des migrations internationales se déroule entre pays en développement : en 2013, 35,5% de la totalité des migrant[e]s internationaux-ales [soit 82,3 millions de personnes [2]] étaient originaires d'un pays en développement et s'étaient installé[e]s dans un autre pays en développement. Ils/elles étaient les plus nombreux.

Les migrations du Sud vers le Nord représentaient, quant à elles, 81,9 millions de personnes [2]. Ce dernier chiffre ne représente, en fait, qu'un tiers des migrations internationales et 1% de la population mondiale.

Pour compléter le panorama des migrations internationales, il faut également observer les mouvements des personnes originaires du Nord et qui vivent dans un autre pays que celui qui les a vu[e]s naître. Eux/elles aussi sont des migrant[e]s, même si on a tendance à les appeler "expatrié[e]s " ! Toujours en 2013, ils/elles étaient 67,4 millions. Parmi eux/elles, 53,7 millions s'étaient installé[e]s dans un autre pays du Nord et 13,7 millions dans un pays du Sud.

Qu'en pensez-vous ?

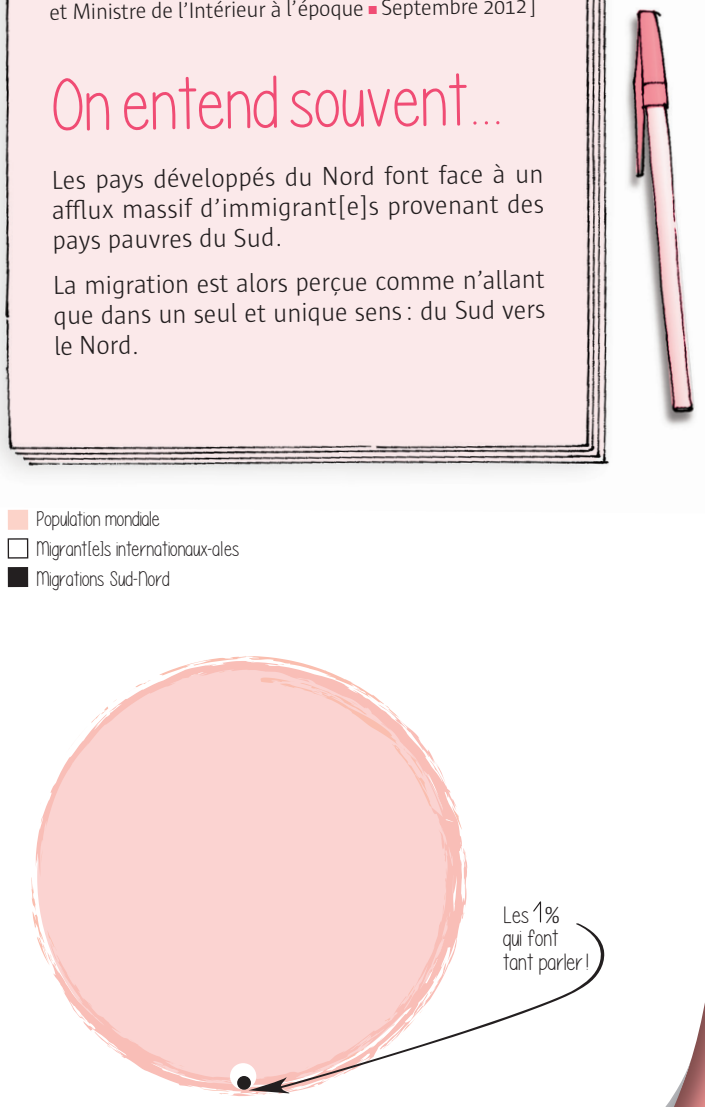
[...] ***"La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde et de l'Europe"***

[Manuel Valls ▪ Actuel Premier Ministre de la France et Ministre de l'Intérieur à l'époque ▪ Septembre 2012]

On entend souvent...

Les pays développés du Nord font face à un afflux massif d'immigrant[e]s provenant des pays pauvres du Sud.

La migration est alors perçue comme n'allant que dans un seul et unique sens : du Sud vers le Nord.



232 000 000

D'où qu'ils/elles viennent [Sud ou Nord], les migrant[e]s s'orientent principalement vers un pays proche du leur ou avec lequel ils/elles ont un lien historique ou culturel.

Lorsque l'on regarde de plus près la situation dans l'Union Européenne et que l'on ne considère que les migrant[e]s originaires de pays non UE, les statistiques révèlent qu'en 2011 les migrant[e]s provenant de pays à Indice de Développement Humain* [IDH] faible, dont la quasi-totalité sont des pays d'Afrique Subsaharienne et d'Asie du sud, ne représentaient que 7.6% du total [2]. Les autres 92.4% provenaient, eux, de pays à niveau de développement moyen ou élevé. Notons par ailleurs que la part la plus élevée des migrations non communautaires dans l'Union [soit 37,2%] [3] provient de pays européens. En 2012, par exemple, près d'un[e] immigré[e] sur deux arrivé[e]s en France était né[e] dans un autre pays européen, contre 3 sur 10 dans un pays africain [4].

Les statistiques prouvent ainsi que nous sommes bien loin des clichés qui voudraient que les mouvements humains ne s'opèrent que des pays pauvres vers les pays riches.

* Indice incorporant des indicateurs relatifs à l'espérance de vie, au taux d'alphabétisation, au niveau d'instruction et au PIB par habitant

Sont-ils si différents ?

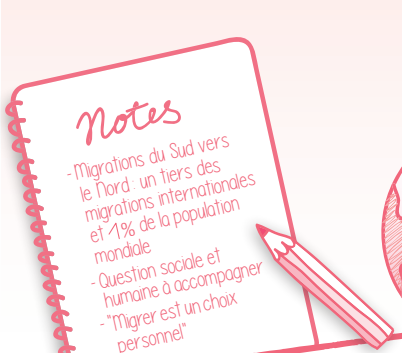
« Cela va bientôt faire trois ans que j'ai emménagé en Belgique. Je suis venue juste après avoir fini mes études au Royaume Uni. J'ai choisi la Belgique parce que c'est un pays où il était facile pour moi de vivre en tant qu'européenne. On peut trouver un emploi en anglais et en espagnol. Comme c'est très multiculturel, on ne se sent pas intrus. C'est très connecté avec le reste du monde et je peux y vivre une vie similaire à celle que j'aurais si j'étais en Espagne [mais avec moins de jours de soleil]. »

[Leila ■ Espagnole]

« Je vis en France depuis 20 ans. Je suis arrivé en 1995 pour y étudier et me former. Mon pays d'origine, la Guinée, est une ancienne colonie française et est donc francophone. Il était, par conséquent, plus facile pour moi de venir en France car j'en parlais déjà la langue. Une fois mes études terminées, j'ai voulu acquérir de l'expérience et saisir les opportunités professionnelles qui m'étaient offertes grâce à ma formation en informatique décisionnelle. J'ai tout de suite trouvé un emploi. Puis, j'ai construit ma vie familiale ici ; ce qui me pousse à rester. Mais j'ai toujours un pied ici et un pied là-bas. Je retourne en Guinée presque tous les ans et pense à m'y réinstaller un jour. Migrer est un choix personnel. »

[Thierno ■ Guinéen]

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ■ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet



Passez le message !

Notre vision

La mobilité fait partie intégrante de la nature humaine et contribue, depuis toujours, à construire la richesse économique, sociale et culturelle de ce monde. Or, au lieu d'être envisagée comme une question sociale et humaine à accompagner, les migrations sont instrumentalisées à des fins électoralistes.

Les discours politiques sur les migrations creusent ainsi, chaque jour un peu plus, le fossé entre perception et réalité du phénomène.

Les médias et les politicien[ne]s devraient prendre leur distance avec les discours démagogiques et s'appuyer sur les données factuelles lorsqu'ils/elles parlent de migrations !

MYTHE

LA MIGRATION NUIT AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS D'ORIGINE

Qu'en pensez-vous ?

[...] "Regardez de plus près les campagnes dans le monde visant à lutter contre la pauvreté et à améliorer la vie des gens et vous constaterez un point commun : les gens dans les pays riches estiment qu'il est important que les gens des pays pauvres restent chez eux" [1]

[The Atlantic ■ Février 2014]

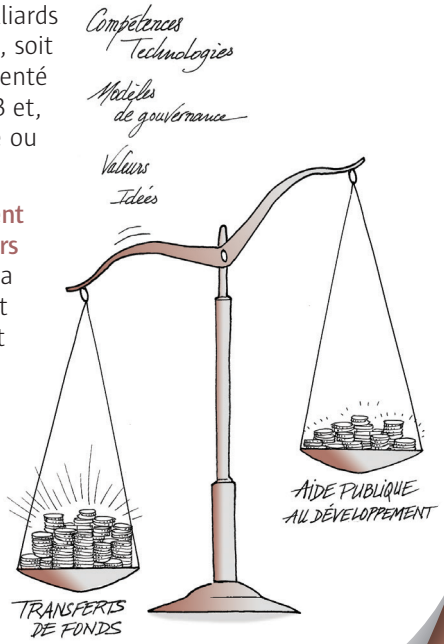
On entend souvent...

Les récents flux migratoires en provenance du Sud vers l'Union européenne et d'autres pays développés sont néfastes pour le développement des pays d'origine des migrant[e]s. Cet impact négatif résulte principalement de la perte de capital humain et, plus particulièrement, de la fuite des cerveaux. En effet, les migrant[e]s formé[e]s et qualifié[e]s n'utilisent pas le fruit de leur formation dans leurs pays et cherchent des emplois à l'étranger. De plus, l'argent gagné par les migrant[e]s qu'ils/elles renvoient chez eux/elles, à travers les transferts de fonds, crée des dépendances dans les pays d'origine [2]. Par conséquent, il vaut mieux "les aider dans leurs propres pays" et les y fixer pour qu'ils/elles puissent contribuer à leur développement.

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Les migrant[e]s contribuent de manière significative au développement de leurs pays d'origine, ainsi que des pays de destination, à travers les transferts d'argent, de compétences, de technologies, de modèles de gouvernance, de valeurs et d'idées.

Selon les données des Nations Unies, il y avait 232 millions [3] de migrant[e]s internationaux-ales dans le monde en 2013. Environ 180 millions d'entre eux/elles venaient d'un pays en développement et y envoyaient régulièrement de l'argent. Selon les estimations de la Banque Mondiale pour 2015, ces migrant[e]s auraient envoyé un total de 440 milliards de dollars US à leurs familles et ami[e]s ; soit un montant trois fois plus important que le total de l'aide internationale. Ce montant devrait atteindre 479 milliards de dollars US d'ici 2017. À l'échelle des pays, en 2013, l'Inde a reçu 72 milliards de dollars, soit une somme supérieure à celle de ses exportations ; en Égypte, les envois de fonds ont représenté trois fois les revenus du canal de Suez ; au Tadjikistan, ils étaient équivalents à 42% du PIB et, dans les pays les plus pauvres, petits, fragiles ou touchés par la crise, tels que la Somalie ou Haïti, les envois de fonds sont de réelles "bouées de sauvetage" [4].



Agissant souvent comme des assurances, les transferts de fonds ont un impact extrêmement important sur les vies des familles et des communautés restées au pays ; préservant leurs moyens de subsistance, et ce particulièrement pendant les périodes difficiles ou de crise. À la différence de l'aide au développement, les envois de fonds vont directement aux familles et ami[e]s. Plus important encore, contrairement aux investissements étrangers, ils ne cessent pas aux premiers signes de difficulté dans les pays d'origine des migrant[e]s. **La capacité des migrant[e]s à soutenir leurs familles, à travers les transferts de fonds, dépend de leurs statuts et contrats de travail :** un statut irrégulier affaiblit cette capacité car, en situation précaire, ils/elles peuvent ne recevoir qu'un salaire faible ou ne pas en recevoir du tout. Aussi, plaider pour des voies régulières de migration, moins coûteuses sur les plans humain et matériel, est un moyen bien plus efficace d'aider celles et ceux resté[e]s au pays, ainsi que de promouvoir le développement des pays d'origine.

L'expression populaire "fuite des cerveaux" est souvent utilisée pour désigner, de façon négative, l'impact de la migration sur les pays d'origine. Ce terme a été inventé par la British Royal Society pour décrire le départ des scientifiques et technologues aux États Unis et au Canada, dans les années 50 et au début des années 60. Il a depuis été prouvé que ce concept est trompeur. **Les recherches suggèrent que le phénomène est bien plus complexe, avec des effets à la fois à court et à long termes**

sur le développement durable. Il est à présent suggéré que le terme de "flux de compétences" [fuite des cerveaux / gain de cerveaux] est plus approprié pour décrire le mouvement temporaire ou permanent des travailleurs/euses qualifié[e]s et non qualifié[e]s.

L'idée sous-jacente à la "fuite des cerveaux" est, en effet, que la migration des travailleurs/euses qualifié[e]s appauvrit le stock de main d'œuvre, qui est alors perçu comme fixe. **Or les savoir-faire ne sont ni hérités, ni fixes en termes de quantité.** Ils sont acquis grâce à l'effort. La taille d'une population qualifiée est, par ailleurs, fonction des investissements dans l'éducation réalisés par les gouvernements et les ménages. La migration d'un membre de la famille peut renforcer la capacité de cette famille à investir dans l'éducation de ceux/celles resté[e]s au pays, par le biais des transferts de fonds. De même, cela peut aussi représenter une incitation pour les jeunes à réussir dans leurs études [5].

La possibilité d'une fuite des cerveaux a soulevé de nombreuses préoccupations dans le secteur de la santé. Celle-ci a conduit les États membres de l'Organisation Mondiale de la Santé à adopter, en 2010, un code mondial non contraignant portant sur les pratiques de recrutement international des personnels de santé. Ce code stipule, entre autres, que les États membres devraient *"décourager le recrutement actif de personnels de santé provenant des pays en développement faisant face à de graves pénuries de travailleurs"*. Or, en 2007, une étude portant sur les professionnel[le]s de santé africain[e]s n'a pas réussi à établir un impact significatif de la migration de ces professionnel[le]s sur les indicateurs de santé tels que la mortalité infantile, les taux de vaccination, les infections des voies respiratoires de l'enfant et leur traitement, la prévalence du VIH et son traitement [6]. À l'inverse, les pays africains présentant les plus importants flux de médecins émigrant, proportionnellement à leur population totale, tels que l'Algérie, le Ghana ou l'Afrique du Sud, ont tendance à avoir les plus faibles taux de mortalité infantile. Il semble que suffisamment de médecins et d'infirmier[ère]s demeurent dans le pays d'origine et y empêchent la détérioration du secteur [7].

En outre, la recherche a amené les preuves que la migration améliore le transfert de compétences, de technologies et même de valeurs démocratiques dans le cas de migrant[e]s ayant vécu dans des pays démocratiques [7]. Dans de nombreux pays en développement, les postes les plus importants dans les universités, les instituts de recherche et les gouvernements, y compris les ministères importants, sont occupés par des personnes qui ont étudié et/ou travaillé dans un pays développé, à un moment ou un autre, avant de retourner dans leur pays d'origine. En y retournant définitivement ou temporairement, les migrant[e]s amènent avec eux/elles de précieuses expériences en matière de gestion, de compétences entrepreneuriales, d'accès aux réseaux et capitaux mondiaux.

■Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

La mobilité : une opportunité gagnant-gagnant

Au cours des dernières années, l'immigration de travailleurs/euses de santé qualifié[e]s et hautement qualifié[e]s est devenue un élément important dans le développement économique dans l'UE. On estime que 24% des infirmières et infirmiers formé[e]s au Ghana travaillent à l'étranger. 71% de ceux et celles qui sont parti[e]s entre 2002 et 2005 sont allé[e]s au Royaume-Uni. Cependant, beaucoup de jeunes et professionnel[le]s de santé qualifié[e]s ghanéen[ne]s choisissent de rentrer au Ghana, de façon permanente ou temporaire, afin de tirer avantage des possibilités croissantes d'emploi et, essentiellement, en vue d'utiliser leurs expériences de retour au Ghana.

Mis en œuvre par l'OIM Pays-Bas, en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé du Ghana, le projet MIDA Santé a facilité plus de 250 affectations temporaires, au Ghana, de migrant[e]s ghanéen[ne]s professionnel[le]s du secteur, entre 2008 et 2012. Le projet a ainsi permis à cette diaspora de transférer ses connaissances et compétences et, ainsi, de renforcer les capacités dans les hôpitaux et les établissements de santé. *"Je veux partager les connaissances que j'ai acquises. Je veux rapporter cela au pays"*, affirme une infirmière travaillant pour le projet [8].

Passez le message !

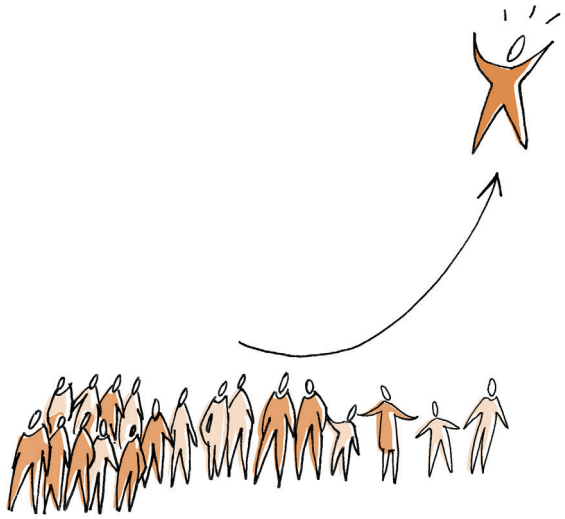
Notre vision

Le droit de quitter son pays est une composante essentielle de la liberté humaine et, en tant que tel, doit être sauvegardé.

Plutôt que de viser une "émigration zéro", comme condition pour le développement des pays du Sud, des efforts sont nécessaires pour encourager la migration à travers l'ouverture de voies régulières, sans augmenter les coûts sociaux, économiques et surtout humains de la migration. Les mesures qui facilitent la migration circulaire sont bien plus efficaces pour promouvoir le développement des pays d'origine.

MYTHE

LES MIGRATIONS BÉNÉFICIENT AUX INDIVIDUS QUI MIGRENT ET NON AUX COMMUNAUTÉS ET PAYS D'ORIGINE



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

S'il est vrai que les migrant[e]s, comme tout autre individu, sont poussé[e]s par un désir légitime de mieux vivre, ils/elles sont avant tout des sujets transnationaux, habité[e]s par deux espaces : le pays de résidence et le pays d'origine. Peu nombreux/ses sont les migrant[e]s coupé[e]s de leurs origines. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que les moyens d'information et de communication facilitent grandement le lien régulier, dans certains cas quasi quotidien, avec le pays d'origine.

Le lien le plus connu et analysé est l'envoi de fonds des migrant[e]s. Selon les estimations de la Banque mondiale, ceux-ci s'élèvent à près de 581 milliards de dollars [environ 530 milliards d'euros], en 2014. Les transferts d'argent représentent ainsi plus de deux fois le montant de l'aide publique au développement consenti par les pays du Nord. Ils sont par ailleurs la principale source de devises pour nombre de pays en développement. **Ces flux d'épargne privée, qui résistent aux crises économiques, contribuent à accroître les revenus des familles des migrant[e]s, leur permettant d'effectuer des dépenses alimentaires, de santé ou d'éducation.** En soutenant la consommation, ils contribuent à l'économie des pays d'origine et à l'investissement dans les secteurs sociaux. Les travaux de la Banque mondiale menés dans 11 pays d'Amérique latine et des Caraïbes indiquent, de même, que les transferts de fonds *"ont aussi contribué à [y] faire baisser le niveau de pauvreté et les inégalités sociales"* [1].

Bien que d'importance, les envois d'argent ne sont que la partie émergée de l'iceberg lorsqu'il s'agit de contributions des migrant[e]s au développement de leurs pays d'origine. Celles-ci se traduisent également par de nombreuses initiatives de développement local, portées par les associations de la diaspora. Parfois sur la base de cotisations, ces projets touchent des domaines aussi divers que l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'environnement, les activités génératrices de revenus, la culture, en plus de l'éducation et de la santé. En France, par exemple, le dynamisme des organisations de migrant[e]s a encouragé les pouvoirs publics et les collectivités locales de résidence à créer des dispositifs d'appui à ces initiatives. Entre 2003 et 2015, un dispositif tel que le Programme d'Appui aux Projets des OSIM [PRA/OSIM] porté par le FORIM et appuyé par

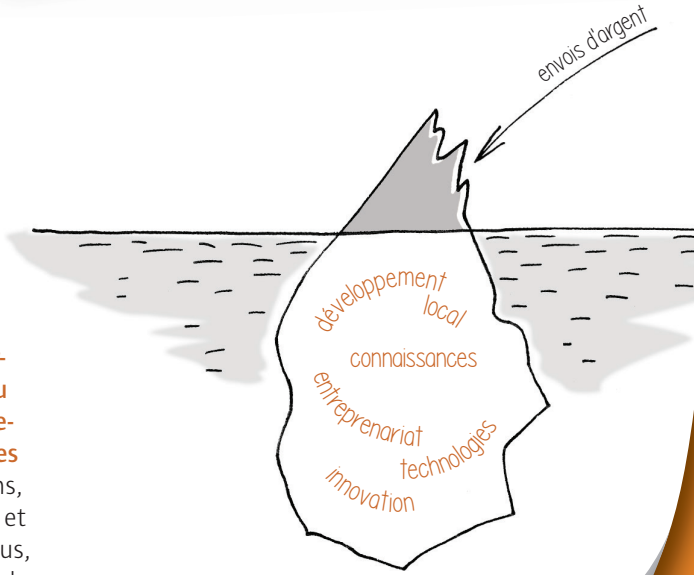
Qu'en pensez-vous ?

[...] *"Ceux qui migrent ne pensent qu'à eux-mêmes"*

[Propos rapportés dans le livre "L'Afrique des générations : entre tensions et négociations" de Muriel Gomez-Perez et Marie Nathalie Leblanc ■ 2012]

On entend souvent...

Les migrant[e]s s'installent dans un nouveau pays qui leur offre des opportunités de travail, de formation ou d'acquisition de compétences. Ils/elles ont accès à de meilleurs services de santé. Leurs enfants bénéficient d'un système éducatif de qualité. La migration représente donc une chance pour eux/elles mais, dans un même temps, les migrant[e]s laissent derrière eux/elles leurs pays d'origine pour lesquels ils/elles ne sont plus d'aucun apport en termes de contribution au développement. Au mieux, leurs proches resté[e]s là-bas reçoivent de petits mandats avec lesquels ils/elles effectuent de menues dépenses.



le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international [2], a soutenu 317 projets de développement local portés et cofinancés par des organisations de migrant[e]s dans les pays du Sud. L'action des migrant[e]s représente ainsi un levier et stimule la coopération au développement entre territoires d'origine et d'accueil.

Enfin, parmi les apports de la migration, il faut également noter les connaissances, compétences et savoir-faire qui sont acquis dans les pays d'accueil, adaptés et transférés par les migrant[e]s vers les pays d'origine. Ceux-ci sont autant d'atouts pour le développement, ouvrant à de nouvelles technologies, de nouvelles pratiques et de nouveaux champs d'intervention tel que l'entreprenariat et l'innovation.

Konia*kary* : mes migrant[e]s, ma richesse

Koniakary est une commune urbaine de la région de Kayes au Mali. Elle compte environ 10.000 habitant[e]s. Près de 3000 de ses ressortissant[e]s ont migré vers un pays d'Afrique centrale, d'Europe, ou d'Amérique.

Réuni[e]s au sein de l'association transnationale Endam Djoumboukhou, les migrant[e]s originaires de la commune, où qu'ils/elles se trouvent dans le monde, sont des acteurs/trices majeur[e]s œuvrant en faveur de la localité. Ils/elles contribuent notamment à hauteur de 20% au financement de la mise en œuvre du plan communal de développement économique, social et culturel.

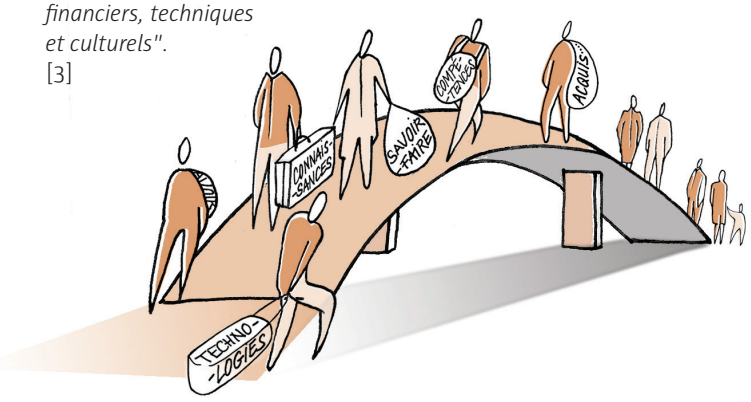
Loin d'être cantonné[e]s à un simple rôle de bailleurs, les migrant[e]s participent activement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de ce plan. Considéré[e]s comme de réels partenaires par les autorités locales, le Maire et les responsables des comités de gestion des projets se doivent de leur présenter le bilan de leurs actions de façon annuelle.

L'implication des migrant[e]s à toutes les étapes explique pour beaucoup leur niveau de mobilisation pour le développement du territoire et la coordination remarquable entre leurs interventions et celles des autres acteurs/trices locaux-ales.

Grâce à l'action de ses migrant[e]s, cette petite commune a été classée parmi celles où il fait le mieux vivre au Mali [4].

Loin d'être déconnecté[e]s des pays d'origine, les migrant[e]s sont de réel[le]s acteurs/trices œuvrant pour le développement de long terme. De plus en plus, cet aspect est pris en compte dans les politiques et les pratiques. À ce titre, la loi d'orientation de la politique de développement et de solidarité internationale adoptée par l'Assemblée nationale française, le 19 juin 2014, stipule que :

"La France reconnaît le rôle des migrations dans le développement des pays partenaires, les migrants étant des acteurs à part entière du développement en y contribuant par leurs apports financiers, techniques et culturels".
[3]



■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Passez le message !

Notre vision

L'exemple de Koniakary donne des indications sur les voies et moyens de maximiser l'apport des migrant[e]s au développement de leurs pays d'origine. Il s'agit en effet de/d' :

- Assurer une **baisse significative des coûts des transferts de fonds** afin que les bénéfices de ces envois d'argent reviennent principalement aux familles et communautés.
- Soutenir les initiatives portées par les migrant[e]s en direction des territoires d'origine à travers la mise en place de **programmes d'appui et de fonds dédiés.**
- Favoriser la **mise en réseau transnational des organisations de migrant[e]s,** permettant le passage à l'échelle de leurs capacités d'action.
- Impliquer les migrant[e]s dès la **définition des stratégies de développement.**

Tout cela implique, au préalable, une réelle reconnaissance par les décideurs/euses du Nord et du Sud de leur position en tant que partenaires au développement et non comme variables d'ajustement.

Enfin, la circulation des idées et des connaissances doit être facilitée grâce à une reconnaissance des apports de la mobilité comme vecteur de développement.

MYTHE

LES PAYS D'ACCUEIL NE BÉNÉFICIENT PAS DE LA MIGRATION

Qu'en pensez-vous ?

[...] *"L'immigration coûte 35 milliards d'euros par an selon les estimations les plus optimistes, et 70 milliards par an selon les plus pessimistes"*

[Marine Le Pen ▪ Le Figaro ▪ Octobre 2012]

On entend souvent...

Les migrant[e]s sont un fardeau pour les économies des pays où ils/elles s'installent, en raison de la pression qu'ils/elles mettent sur les services de protection sociale, en particulier en périodes de ralentissement économique. Les migrations sont donc peu avantageuses pour le pays hôte.

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Les migrant[e]s se déplacent, de façon temporaire ou permanente, à la recherche de protection internationale, de meilleures opportunités notamment en termes d'emploi ou d'éducation, éléments qui font souvent défaut dans les pays d'origine. 2/3 des migrant[e]s internationaux–ales travaillent : près de 3/4 sont employé[e]s dans les services et 11,5 millions d'entre eux/elles sont des travailleurs/euses domestiques [1]. **Ces personnes sont d'un apport immense pour les économies des pays d'accueil.** Bien que l'impact socio-économique de la migration soit complexe à mesurer, avec des effets à court et à long termes, la migration est, avant tout, bénéfique pour les pays de destination par le biais du marché du travail et de la croissance économique [2].

Selon l'OCDE, les migrant[e]s représentent 70% de l'augmentation de la main d'œuvre en Europe ces dix dernières années [2], témoignant ainsi de leur volonté de trouver un emploi et de reconstruire leurs vies pour eux/elles et leurs familles.

Les migrant[e]s contribuent souvent plus aux taxes et cotisations sociales qu'ils/elles ne bénéficient des prestations. Par exemple, les migrant[e]s européen[ne]s arrivé[e]s au Royaume Uni depuis 2000 ont contribué à hauteur de plus de 20 milliards de livres sterling aux finances publiques du pays. Ils/elles ont, en outre, payé 64% plus d'impôts qu'ils/elles n'ont perçu de prestations [3].

Les migrations accroissent la population en âge de travailler et stimulent l'économie. Les populations des pays européens sont celles qui vieillissent le plus rapidement au monde. Cela signifie qu'il y a plus de personnes en âge d'aller à la retraite que de jeunes qui entrent sur le marché du travail. En outre, la population vivant plus longtemps, les services publics s'en trouvent sous pression. En Allemagne par exemple, où la population vieillit, près de 597 000 emplois sont à pourvoir dans la santé, les maisons de retraites et la menuiserie, entre autres. Bien que la migration ne soit pas une solution, elle est essentielle pour le développement durable [4]. De plus, les arrivées récentes de réfugié[e]s en Europe ont créé de nouvelles opportunités pour stimuler la production économique. La banque d'investissement allemande Berenberg a d'ores et déjà

Nous contribuons positivement à la société !

Farah est un ancien enfant réfugié originaire de Somalie. Il est parti pour le Kenya à l'âge de 3 ans. À 16 ans, Farah a entrepris un voyage extrêmement dangereux pour atteindre l'Europe, en passant par l'Ouganda, le Sud Soudan, le Soudan, la Libye et la mer Méditerranée. Finalement, Malte a accepté sa demande d'asile.

« [...] Qu'allais-je faire à Malte ? J'ai connu le racisme, la xénophobie, le sentiment anti-immigration quand je suis arrivé. Je ne m'attendais pas du tout à cela, après tout ce que j'avais déjà enduré. Mais allais-je juste rester là et ne rien faire ? Je me suis dit : ***"Je vais m'exprimer, réaliser mes rêves et prouver à ces gens que je peux contribuer positivement à la société..."*** *Je ne suis là pour voler le travail ou changer la société de personne. Je ne suis pas là pour être un poids et je vais le leur prouver...".* Alors j'ai immédiatement travaillé et renoncé aux aides sociales que le gouvernement m'accordait... J'ai également repris l'école et ai eu mon bac. J'ai lancé un blog avec les principaux journaux maltais dans lequel je parlais de mon expérience ainsi que de celles d'autres réfugié[e]s, de sujets féminins, de la détention, de l'intégration, des droits humains, de ma propre histoire. Je suis ensuite entré en partenariat avec une ONG internationale appelée Terre des Hommes, une organisation de protection des droits de l'enfant basée à Bruxelles et à Genève. J'ai fait une courte vidéo pour la campagne "Destination inconnue", qui vise à documenter la problématique des enfants migrant[e]s [...] [6] »

«Je travaille, j'étudie, je fais juste partie de la société.» affime-t-il.

Passez le message !

estimé que l'économie de la zone euro pourrait ainsi bénéficier d'un accroissement de 0,2%, d'ici fin 2015 [5].

Les migrant[e]s font d'importantes contributions sociales et économiques aux pays d'accueil. Ils/elles ont également, à travers le temps, enrichi la culture européenne. Leurs apports ont été et restent significatifs, à l'image de Sigmund Freud, le fondateur de la psychanalyse, qui était un réfugié ayant fui la persécution nazie en 1938.

Enfin, la migration apporte avec elle des compétences et contribue au capital humain ainsi qu'aux progrès technologiques en créant des emplois, en soutenant l'innovation dans les pays de résidence des migrant[e]s, en accroissant la production, en apportant de nouvelles compétences et expériences et les migrant[e]s s'engageant dans l'auto-emploi et les affaires.

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Notre vision

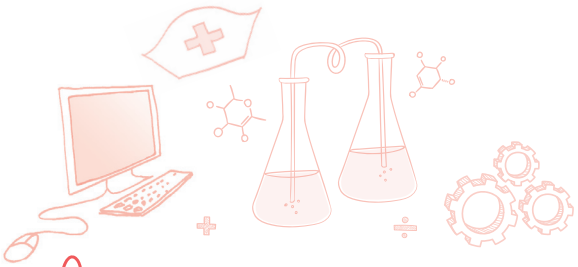
Si notre objectif est de faire de ce monde un endroit où les droits et l'accès aux droits seront les mêmes pour tou[te]s, quels que soient sa nationalité, son pays d'origine ou tout autre caractéristique, il est nécessaire de :

- **Partager les vrais faits et chiffres sur les migrations,** y compris sur la contribution des migrant[e]s à leurs pays d'origine et de vie.
- **Assurer que la migration puisse se faire à travers des voies régulières** afin de remédier aux problèmes persistants d'abus, d'exploitation des migrant[e]s et des réfugié[e]s.
- **Favoriser l'inclusion sociale et professionnelle** des migrant[e]s dans les pays d'accueil, avec un accès aux mêmes opportunités.
- **Signer et ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.**

Une meilleure protection des migrant[e]s contribuera à maximiser leurs contributions positives aux sociétés d'origine et d'accueil. Cela doit être pris en compte aussi bien au niveau national que local.

MYTHE

DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALE COMPÉTITIVE, L'EUROPE NE DEVRAIT ACCEPTER QUE LES MIGRANT[E]S HAUTEMENT QUALIFIÉ[E]S [1]



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Entre 2000 et 2008, le nombre de travailleurs/euses dans les professions à bas niveau de qualification a contribué à hauteur de 20% à la croissance de l'emploi, avec un taux de croissance de 22% contre une moyenne de 10% [3]. Les emplois peu qualifiés représentent la part la plus importante du marché européen du travail [4]. Par exemple, en Italie, il est estimé que 40% de la demande de travail sont destinés à des personnes peu qualifiées [5]. **L'économie de l'UE dépend donc également des emplois à faible niveau de qualification.**

Dans la plupart des pays européens, certains secteurs dans lesquels des pénuries de main d'œuvre se sont déjà fait ressentir reposent actuellement sur la migration, en raison d'une inadéquation entre l'offre et la demande en termes de compétences ou de localisation des postes. L'offre de travail pour des emplois moins qualifiés est affaiblie par le fait que la main d'œuvre native a tendance à éviter les postes à faibles statuts, à faibles salaires ou éloignés [6]. Par exemple dans le secteur agricole, il est difficile d'attirer les travailleurs/euses natif[ve]s pour ces mêmes raisons ainsi qu'en raison des conditions de travail et du caractère saisonnier de ces emplois.

On attend une croissance globale des emplois à faibles salaires, notamment dans la restauration, le commerce, le secteur de l'aide à la personne et le travail domestique, la construction et le transport, en particulier pour les activités qui ne sont pas encore mécanisées.

Il est irréaliste de penser que restreindre la migration de main-d'œuvre à bas salaires empêcherait la venue de travailleurs/euses migrant[e]s. En l'absence de canaux officiels, la migration de travail a tendance à recourir aux passeurs comme seules voies pour venir en Europe.

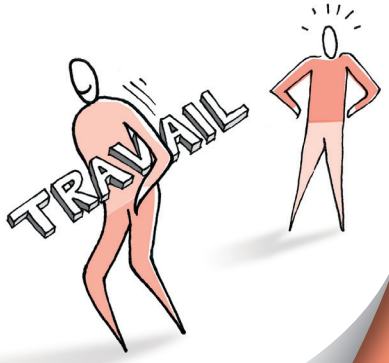
Qu'en pensez-vous ?

[...] *"Dans de nombreux secteurs à faibles qualifications, les travailleurs britanniques sont remplacés par des travailleurs étrangers qui sont prêts à accepter des salaires inférieurs au minimum vital"* [2]

[Arguments des personnalités de Centre-Gauche britanniques sur l'impact négatif d'une migration peu qualifiée sur les travailleurs natifs ▪ Résumés par Christina Boswell ▪ Professeure de sciences politiques à l'Université d'Edinburg]

On entend souvent...

Dans un monde globalisé où la compétition entre les économies s'accroît et que la population en âge de travailler décline, il y a une pénurie dans des secteurs clé de l'économie tels que les sciences, la technologie, l'ingénierie et la santé. Les travailleurs/euses hautement qualifié[e]s sont la seule réponse aux défis économiques auxquels l'Union européenne est confrontée. En revanche, les portes doivent se fermer pour les secteurs qui emploient des travailleurs/euses moins qualifié[e]s. Plus de migrations dans ces secteurs auraient à la fois des conséquences quantitatives [moins de demande de travail pour les natif[ve]s] et qualitative [risque de dumping social] sur le marché du travail. En d'autres termes, les natif[ve]s et les travailleurs/euses migrant[e]s seraient en concurrence pour les mêmes emplois, alors que le chômage reste élevé dans l'UE suite à la crise sociale et économique.



En outre, imposer ces restrictions ne répond pas aux enjeux d'inadéquation entre la demande et l'offre de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'économie. Par conséquent, la limitation de l'offre de travail proposée par les migrant[e]s pousse les employeurs à recourir au travail irrégulier. Or, les migrant[e]s qui travaillent dans l'économie informelle sont particulièrement soumis[es] à des conditions de travail précaires et susceptibles de subir abus et exploitation [7].

Par contre, l'augmentation de la migration de travail ne provoque pas de dumping social et pourrait, au contraire, favoriser l'amélioration des conditions de travail pour les natif[ve]s. En effet, quand les compétences des migrant[e]s sont complémentaires à celles des travailleurs/euses déjà présent[e]s sur le marché, on observe une augmentation de la productivité qui peut aboutir à une hausse des salaires pour ces derniers [8].

Enfin, les études empiriques montrent que les migrant[e]s peu qualifiés s'intègrent avec succès dans des secteurs spécifiques de l'économie sans pour autant "voler" les emplois des natif[ve]s [9]. L'idée selon laquelle si des migrant[e]s sont employé[e]s alors des natif[ve]s doivent perdre leur travail, est largement basée sur la présomption que le nombre d'emplois est fixe dans une économie. La réalité est que l'immigration peut être à l'origine de la création de nouveaux emplois, y compris pour les natif[ve]s. En tant que consommateurs/trices de biens et de services, investisseurs/euses et entrepreneur[e]s, les migrant[e]s peuvent amener à une hausse de la demande de travail et ainsi accroître les salaires et l'emploi dans l'économie dans laquelle ils/elles évoluent [10].

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Une travailleuse domestique en Europe

Monica est originaire d'un petit village du Chili. Elle est arrivée en Belgique en 2010 avec un visa touristique et est restée après l'expiration de celui-ci car elle avait facilement trouvé un emploi en tant que travailleuse domestique. La politique belge rendant extrêmement difficile l'obtention d'un permis de travail, Monica vit, depuis lors, à Bruxelles sans papier. Malgré le risque d'exploitation, Monica travaille dans de nombreuses maisons de la ville et est notamment employée par les institutions de l'UE.

« **Nous, immigré[e]s, faisons seulement le travail qu'ils/elles ne veulent pas faire et c'est pour cela que nous sommes là : nous pouvons trouver du travail** [...] Parmi les gens qui font le ménage, il y a des infirmier[e]s, des enseignant[e]s, des personnes qualifiées mais, avec leur statut d'irrégulier[e]s, ils/elles sont obligé[e]s de rester dans le secteur informel. Il y a un manque de reconnaissance des compétences et un besoin de reconnaître les diplômes et les études. »

[Monica ■ Chilienne]

Passez le message !

Notre vision

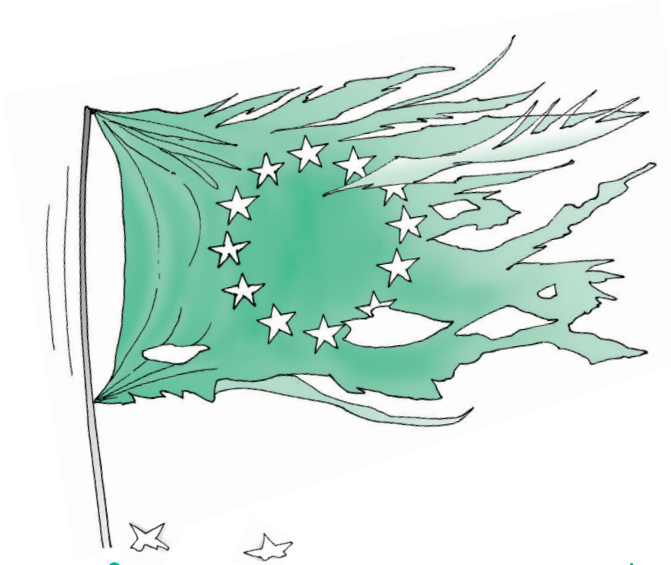
Malgré un taux de chômage élevé dans certains États membres, les marchés du travail dans l'UE ont substantiellement besoin de migrant[e]s de différents niveaux de compétences et de qualifications. Néanmoins, à ce jour, les politiques migratoires nationales et communautaires n'offrent que peu de possibilités pour les travailleurs/euses migrant[e]s des pays tiers pour obtenir des permis de séjour et de travail leur permettant de travailler de façon régulière. En conséquence, **les besoins en travailleurs/euses moins qualifié[e]s sont souvent accompagnés de mouvements irréguliers et d'emplois informels qui peuvent se traduire par de graves abus et exploitations** [11].

Nous pensons nécessaire :

- **D'assurer une meilleure collecte des données** afin d'améliorer les politiques relatives aux migrations de travail qui doivent être fondées sur des faits et afin d'identifier les besoins du marché du travail
- **Que les politiques nationales et communautaires ayant trait à la migration de travail prennent en compte tous les niveaux de qualifications.** La migration de travailleurs/euses peu qualifié[e]s joue, elle aussi, un rôle positif en termes de croissance et de compétitivité dans les pays d'accueil
- **Que le besoin structurel de main d'œuvre peu qualifiée soit reconnu** dans les processus de décision de l'UE
- **De créer des canaux suffisants, sûrs, transparents, permanents et/ou temporaires** pour la migration de main-d'œuvre vers l'Europe, pour des migrant[e]s possédant différents niveaux de compétences et dans tous les secteurs d'activité, d'une façon qui reflète les besoins réels du marché du travail dans l'UE et dans les pays en développement

MYTHE

L'ARRIVÉE DE MIGRANT[E]S AFFAIBLIT L'IDENTITÉ AINSI QUE LES VALEURS EUROPÉENNES ET ABOUTIRA À UN CLASH DES CULTURES



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

De tous les mythes sur les migrations, celui de la "menace culturelle" est le plus pernicieux. Non seulement parce que la culture, tout autant que l'économie, la sphère sociale ou l'environnement, est un pilier du développement des sociétés mais également parce que ce mythe fait appel à ce qu'il y a de plus profond et d'abstrait chez l'individu. Pourtant, **les migrations ne sont pas les uniques facteurs d'influence sur les cultures.** Les libertés individuelles, le féminisme, l'expansion de la culture de masse ou le consumérisme sont tout aussi puissants dans l'évolution des sociétés.

L'Histoire nous rappelle, quant à elle, que les migrations sont le fait des civilisations. Qu'elles soient liées à des stratégies d'adaptation ou de survie, qu'elles soient le fait de conquêtes, résultantes de la curiosité humaine ou motivées par le commerce, les migrations sont partie intégrante de la nature humaine. Au rythme des mouvements des hommes et des femmes, les cultures se sont mutuellement influencées et enrichies. Ainsi, l'alphabet qui nous permet aujourd'hui d'écrire, de consigner, de transmettre et de structurer nos pensées, trouve ses origines au Proche Orient. Les chiffres avec lesquels nous comptons, nous évaluons, nous projetons, viennent d'Inde. Ils sont arrivés en Europe par l'intermédiaire du peuple arabe qui a "comme bien souvent dans le domaine des sciences, [...] joué le rôle d'intermédiaires entre les inventeurs et la société européenne du Moyen-Âge" [1].

En outre, pouvons-nous dire qu'il existe une culture européenne, unique et figée dans le temps ? Si oui, à partir de quand devrions-nous établir le "standard" : à l'Empire romain ?

Qu'en pensez-vous ?

[...] *"Une migration de masse se produit aujourd'hui dans le monde et elle pourrait* ***changer la face de la civilisation européenne.*** *Si cela se produit, cela sera irréversible."*

[Viktor Orban ▪ Premier ministre hongrois]

On entend souvent...

L'identité européenne s'est fondée et centrée sur des valeurs libérales et le respect des libertés civiles. Le peuple européen est connu pour être judéo-chrétien. Les récentes vagues d'immigration, dans la seconde moitié du XXe siècle, ont irréversiblement changé la culture européenne et dilué le sentiment d'identité nationale. L'identité européenne sera à jamais altérée par ces vagues de migrant[e]s.

Au Moyen Âge ? À la fin de la deuxième guerre mondiale ? Autant dire qu'il y a plus de similitudes entre deux adolescents publiant leurs profils sur Facebook, l'un à Prague et l'autre à d'Abidjan, qu'entre l'un de nos contemporains italiens et son ancêtre Étrusques [2] même si ces deux derniers trouvent leurs origines dans le même pays.

De même, a-t-on le même référentiel lorsque l'on a grandi dans les fjords norvégiens, dans les rues de Berlin ou dans la campagne grecque ? On peut également s'interroger sur l'homogénéité des références au sein d'un même pays : entre ruraux et urbains ; entre jeunes et ainés ; entre riches et pauvres ; entre territoires régionaux, etc.

"L'Europe est diverse, et il convient de la considérer comme telle. Son histoire suit le même parcours global, mais elle laisse apparaître une multiplicité qui fait sa richesse." [3]

Il serait alors plus juste de dire qu'**il y a une pluralité de cultures en Europe et que celles-ci se sont forgées au contact d'autres peuples. Il serait également plus honnête d'avouer que ces cultures devront continuer leur perpétuelle évolution, au risque de périr.**

"Toute culture est seconde ; elle hérite et c'est pour cela qu'elle peut innover et ne reste pas figée sur une identité arrogante, fixe et établie [...] elle est immigrée à elle-même" [4].

Là est la contradiction : se nourrir de l'autre [sans même peut-être le savoir], tout en rejetant la source de cet enrichissement. La promotion de la diversité et l'interculturalité seront, elles, les forces qui permettront une meilleure cohésion sociale. Car, malgré tout, parce qu'elles sont immuables, les migrations humaines continueront à contribuer activement au dynamisme des cultures.

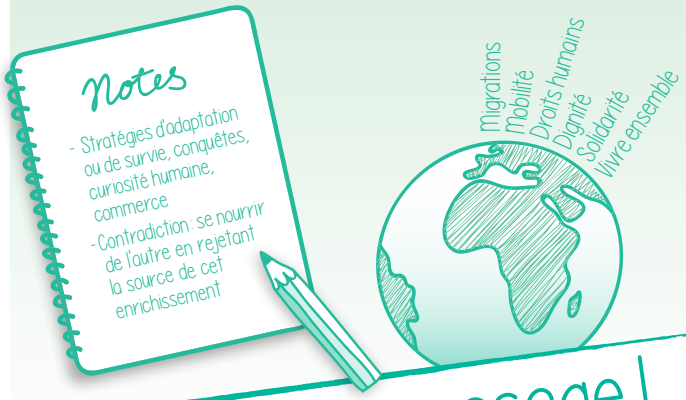
■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Avoir deux cultures est une chance

D'origine Centrafricaine, Virginie est arrivée pour la première fois en France en 1986, à l'âge de 19 ans. Elle y a mené ses études supérieures et est aujourd'hui employée d'une collectivité locale française et leader associative.

Elle dit : *"Ma première année a été dure car ma famille et mon pays me manquaient beaucoup [...] Aujourd'hui, je me sens chanceuse d'appartenir à la fois à ici et à là-bas. Car, pour ma part,* ***avoir deux cultures est une richesse inépuisable, même si je sais que pour certaines personnes cela représente un handicap. La solution c'est de pouvoir marier les deux et non de les vivre séparément."***

Elle ajoute : *"J'aimerais aujourd'hui passer un message à toutes les femmes migrantes. J'aimerais leur dire de se faire confiance, de s'aimer et d'accepter leur différence."*



Passez le message !

Notre vision

En finir avec cette idée d'une menace culturelle, nécessitera de/d' :

- **Former à l'interculturalité,** comme vecteur de connaissance et de reconnaissance mutuelle.
- **Introduire l'histoire de l'immigration dans l'enseignement**.
- **Favoriser les échanges culturels et transnationaux**.
- **Démocratiser l'accès à l'art et à l'histoire de l'art**.

Cela dépendra bien sûr des États, dans leur fonction régalienne d'éduquer, mais également de la société civile et de chaque citoyen à son échelle. Les moyens devraient être donnés à la société civile afin qu'elle puisse pleinement jouer son rôle, notamment par un soutien financier des États afin de mener des **actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.**

MYTHE

L'UNION EUROPÉENNE EST CONFRONTÉE À UNE INVASION D'IMMIGRANT[E]S EN RAISON DE SA POLITIQUE GÉNÉREUSE D'ADMISSION ET D'ACCUEIL

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Il est extrêmement difficile pour un[e] migrant[e] non communautaire d'accéder aux prestations sociales dans le pays d'accueil et ce dans toute l'UE, notamment si celui/celle-ci ne parle pas la langue locale et ne travaille pas.

L'accès aux prestations sociales est souvent régi par des conditions strictes : par exemple, alors que la générosité de la France en matière de prestations sociales est félicitée ou dénoncée en fonction d'où l'on se situe dans l'échiquier politique, un[e] étranger[e] doit avoir un titre de séjour et une carte de travail depuis au moins 5 ans pour accéder au Revenu de Solidarité Active. **Alors que la majorité des migrant[e]s irrégulier[e]s, "sans-papiers", travaillent, ont des fiches de paie et payent des impôts, des taxes et des cotisations sociales, ils/elles ne bénéficient d'aucun des droits qui y sont rattachés** [1].

De même, **aucune statistique ne prouve l'existence d'un phénomène "d'appel d'air"** ; que ce soit pour les demandeurs/euses d'asile ou pour les migrant[e]s arrivé[e]s irrégulièrement. En effet, cela supposerait que ceux/celles-ci connaissent précisément, dès leurs points de départ, les systèmes d'accueil, les critères de régularisation ou d'accès au statut de réfugié[e] dans les potentiels pays de destination [2]. C'est le différentiel d'un pays d'accueil à l'autre qui déterminerait alors le pays de destination. **En réalité, le choix du pays de destination dépend des moyens financiers dont le/la migrant[e] dispose** et qui conditionnent la distance qu'il/elle sera en mesure de parcourir [rappelons que le coût de la migration est élevé]. **La présence de proches dans le pays de destination et la langue qui y est parlée seront également des facteurs déterminants car facilitant son inclusion**

Qu'en pensez-vous ?

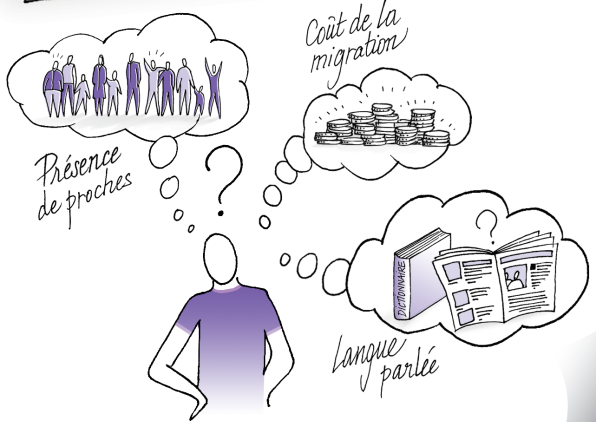
[...] ***"Comme nous avons des prestations sociales très importantes données aux étrangers qui sont régularisés dès leur arrivée sur le sol, ça fait appel d'air"***

[Nicolas Dupont-Aignant ■ Président de Debout la République ■ France Info ■ Septembre 2015]

On entend souvent...

L'appel d'air est le phénomène selon lequel des millions de migrant[e]s arrivent dans l'Union Européenne pour bénéficier de politiques d'accueil et d'admission clémentes, indépendamment de leur statut migratoire. On a d'ailleurs pu le constater lorsque Angela Merkel a annoncé, en 2015, que l'Allemagne ouvrait ses frontières aux réfugié[e]s syrien[ne]s.

Il faudrait donc limiter l'accès des étrangers aux services et prestations sociales ainsi qu'arrêter leurs mouvements à l'intérieur et vers l'UE.



Où est l'Eldorado ?

Moussé a 36 ans. Il est arrivé en France en 2006 pour poursuivre ses études après une maîtrise obtenue au Sénégal :

« Avec l'aide de ma famille et en faisant des petits boulots, j'ai réussi à financer mes études et ai obtenu mon troisième cycle, que j'ai complété avec une formation en intelligence économique. J'ai aussi effectué de nombreux stages. Je n'ai jamais bénéficié d'aide de l'État. Après mes études, je suis resté deux ans sans trouver d'emploi fixe. J'ai donc dû continuer à occuper des petits postes temporaires pour vivre. [...] Ce qui est paradoxal, c'est qu'avec mon statut d'étudiant, je travaillais, je cotisais mais n'avais pas accès aux allocations pendant mes périodes de chômage. Je n'y avais pas droit. Le problème est que quand on ne travaille pas, qu'on n'a pas les moyens, on a l'impression de vivre en autarcie. Il est difficile de s'ouvrir aux autres, de se faire un réseau, de participer à la vie de la communauté dans laquelle on vit. On pourrait dire que ça crée un blocage en nous [...] Dire que les politiques d'accueil sont généreuses en Europe ne correspond pas à une réalité. Le climat est dur pour nous les migrant[e]s et je n'ai pas l'impression que les politiques favorisent notre intégration. En tout cas, elles ne le font pas de façon suffisante. C'est mon implication dans le milieu associatif qui m'a beaucoup aidé pendant mon séjour. J'ai pu rencontrer plein de gens venant d'horizons différents, m'enrichir sur le plan culturel et valoriser mes compétences. Au bout de 9 ans, j'ai fait le pari du retour car je ne voyais plus de perspectives pour moi en France. J'ai trouvé un emploi très rapidement quand je suis revenu à Dakar. Je coordonne aujourd'hui un projet d'accompagnement à l'entreprenariat au sein d'une ONG française. L'expérience que j'ai acquise en France, notamment dans le milieu associatif, a été un atout. Néanmoins, je n'envisage pas de me réinstaller un jour en Europe. Je préfère rester au Sénégal. »

[Moussé ■ Sénégalais]

Passez le message !

dans la société d'accueil. Dès lors, le concept d'appel d'air est discutable car les raisons pour migrer vers l'Europe sont bien plus complexes.

Les chercheurs/euses réuni[e]s au sein du programme MOBGLOB vont plus loin. Leurs travaux montrent que, même si la libre circulation était instaurée, il n'y aurait pas d'afflux massif de migrant[e]s [3]. Ainsi, **même la politique la plus ouverte en matière de mobilité n'aboutirait pas au scénario tant craint de l'"invasion".**

Au contraire, en permettant aux migrant[e]s d'aller et venir d'un pays à l'autre, ce modèle favoriserait les migrations circulaires ; ces dernier[e]s n'ayant plus besoin de se fixer dans le pays d'accueil de peur de ne pouvoir y revenir. En outre, l'ouverture faciliterait les mobilités en fonction des opportunités sur les marchés de l'emploi, permettant une auto-régularisation des migrations. Ce phénomène a d'ailleurs justifié de poser la libre circulation comme principe fondateur de différents processus d'intégration régionale [Union européenne, CEDEAO, CEMAC par exemple].

La libre circulation, qualifiée d'irréaliste par nombre de responsables politiques, est pourtant l'option que défendent des chercheurs de renom, y compris dans les courants libéraux [3].

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Notre vision

La peur de l'invasion ne correspond à aucune réalité, ni passée, ni future. Aussi, la réponse aux enjeux actuels de migrations suppose de sortir d'une logique de fermeture pour évoluer vers la facilitation des mobilités.

Les responsables politiques doivent faire preuve de réalisme et d'audace en la matière afin de construire des politiques d'ouverture, respectueuses des droits fondamentaux, économiques, sociaux et culturels des personnes en mobilité.

Pour ce faire, ils/elles doivent accepter de s'appuyer sur les résultats issus de la recherche sur les migrations, aussi bien que sur des partenariats avec les organisations de la société civile et les migrant[e]s eux/elles-mêmes.

MYTHE

L'EUROPE NE PEUT PLUS ACCEPTER DE MIGRANT[E]S [1]

Qu'en pensez-vous ?

[...] ***"L'Europe ne peut plus absorber les arrivées massives de migrants car elles risquent de l'affaiblir économiquement et de la détruire politiquement."*** [1]

[Extrait de l'article *Les leaders européens déclarent : "Nous ne pouvons plus prendre de migrants"* ■ Euractiv ■ Avril 2015]

On entend souvent...

Les pays européens se battent encore contre les effets de la crise économique. L'Europe ne peut donc plus accueillir de migrant[e]s qui viennent chercher des emplois alors que les taux de chômage restent élevés dans toute la région. En outre, de plus en plus de migrant[e]s ne réussissent pas à s'intégrer. Cela perturbe l'ordre économique et social ainsi que l'identité culturelle du pays d'accueil.

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

L'année 2015 a vu une augmentation du nombre de personnes essayant d'entrer dans l'Union européenne : en décembre 2015, 1 million de réfugié[e]s et migrant[e]s étaient arrivé[e]s par la mer depuis le début de l'année [2]. Alors que ces flux sont mixtes [associant réfugié[e]s, demandeurs/euses d'asile, migrant[e]s dit[e]s "économiques" et autres migrant[e]s], 84% des personnes arrivées en Europe viennent des 10 principaux pays sources de réfugié[e]s dans le monde [3]. **En vertu de la loi internationale, l'UE a des obligations envers les personnes qui fuient la persécution.** Les réfugié[e]s ont le droit de chercher et de bénéficier de l'asile dans un autre pays, tel qu'inscrit à l'article 14 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 [4]. Ainsi, tous les États doivent assurer un accès aux personnes en besoin de protection. Les réfugié[e]s et les demandeurs/euses d'asile ne peuvent pas être refoulé[e]s, puisque leurs vies seraient alors mises en danger.

De plus, alors que des leaders politiques ainsi que des citoyen[ne]s européen[ne]s perçoivent les flux actuels comme dramatiques, rappelons quelques chiffres : 1 million de réfugié[e]s et migrant[e]s représentent 1 personne pour 1000 habitant[e]s [5]. Même en Allemagne et en Suède, où se sont dirigé[e]s la plupart de ceux et celles qui ont traversé la Méditerranée, ce taux s'élève à bien moins de 1% des populations nationales. En outre, **plus de 85% des personnes qui ont fui les guerres, les conflits et la persécution vivent dans un pays en développement. En fait, la grande majorité des personnes sont déplacées au sein de leur propre pays.** Seuls 6% des 4 millions de Syrien[ne]s qui ont quitté leur pays sont venu[e]s chercher refuge en Europe. En comparaison, 1,1 millions d'entre eux/elles vivent au Liban et y représentent un quart de la population.

Alors que certain[ne]s viennent en Europe pour chercher protection, d'autres viennent pour améliorer leurs perspectives d'avenir ainsi que celles de leurs familles. Il est de plus en plus difficile de faire une stricte distinction entre ces deux "catégories". **Dans un monde globalisé, où les gens sont de plus en plus mobiles et aspirent à plus de mobilité – en raison des opportunités technologiques, des liens transnationaux renforcés et d'un accès facilité à l'information et à l'alphabétisation – et où les différences de richesse et de salaires demeurent importantes, la migration est devenue une sorte d'indicateur et de miroir de ces inégalités.** Dans un tel contexte, les migrant[e]s "économiques" choisissent d'aller non seulement vers l'Europe mais également vers des pays en développement afin d'améliorer leurs perspectives d'avenir ainsi que celles de leur famille. La migration Sud-Sud est ainsi plus courante que la migration Sud-Nord [cf. mythe 3].

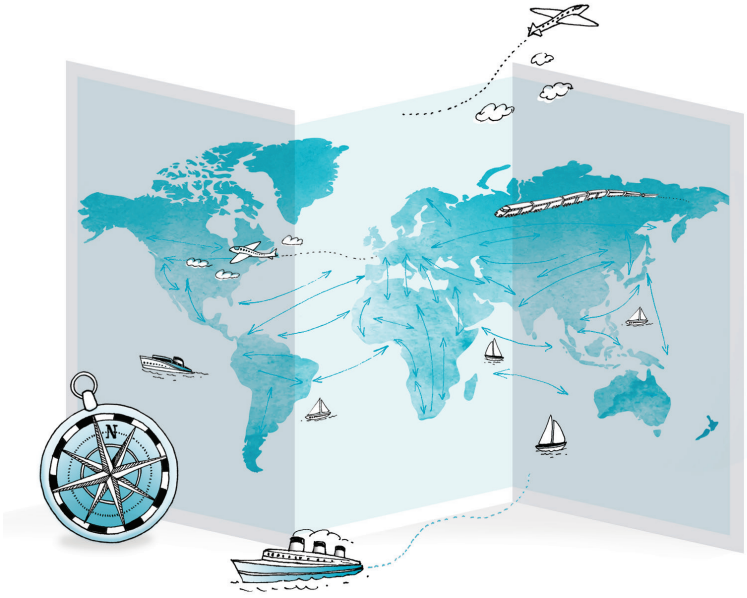
Les gens migrent souvent vers l'Europe en raison de meilleures opportunités de travail et des salaires plus élevés. Bien que politiquement ignoré, certains secteurs clés de l'économie européenne reposent sur les travailleurs/euses migrant[e]s [cf. mythe 7]. Alors que la pauvreté, les salaires faibles, le manque d'emplois décents sont des facteurs d'émigration, la demande pour du travail peu coûteux est un facteur crucial d'attraction pour la migration de main d'œuvre. *"Il y a des emplois très peu payés dans l'agriculture, la construction, l'hôtellerie, l'accompagnement des personnes âgées et de la petite enfance* [...] *Nous refusons de reconnaître notre marché du travail souterrain parce que nous aimons le prix des tomates au mois de juin. Nous apprécions que notre femme de ménage ne nous coûte pas cher"* affirme François Crépeau, Rapporteur Spécial des Nations Unies pour les droits humains des migrants.

La Turquie accueille le plus grand nombre de réfugié[e]s au monde

Depuis le soulèvement en Syrie, en mars 2011, la violence et les conflits en cours, le nombre de déplacé[e]s syrien[ne]s qui traversent la frontière turque a connu une croissance rapide. La Turquie accueille actuellement 2,5 millions de réfugié[e]s en provenance de Syrie ; un nombre plus important que tout autre pays au monde.

Cette situation a mis la capacité d'accueil de la Turquie en difficulté : les camps offrent souvent de mauvaises conditions, sont surpeuplés et manquent de matériels de base. Plus de 80% des réfugié[e]s sont hébergé[e]s à l'extérieur des villes et sont livré[e]s à eux/elles-mêmes. Il existe une inquiétude importante concernant le bien-être des enfants et jeunes syrien[ne]s qui, pour la majorité, n'ont pas accès à l'éducation et sont vulnérables à l'exploitation [7].

Nombre de syrien[ne]s cherchent à accéder aux procédures de réinstallation vers un pays tiers. **Aussi, la décision de l'UE de ne pas ouvrir d'itinéraires sûrs et réguliers pour les réfugié[e]s a de terribles conséquences sociales et politiques :** des milliers de personnes continuent à se noyer dans la mer Méditerranée et dans la mer Egée au cours de leur voyage vers l'UE et ceux/celles qui s'en sortent font face à un avenir incertain.



■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD ▪ Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Notre vision

■ **La migration est un phénomène normal.** Au lieu de s'y opposer, l'UE et ses États membres devraient la faciliter avec une approche fondée sur les droits, en conformité avec la cible 10.7 de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable.

■ **L'UE et ses États membres doivent offrir des voies régulières et sûres pour les personnes en besoin de protection.** C'est l'unique solution pour éviter les pertes de vies humaines, préserver la dignité et respecter les obligations internationales en vertu des droits humains et du cadre légal relatif aux réfugié[e]s. De plus, c'est le seul moyen de combattre les passeurs et les trafiquant[e]s.

■ **Plus de solidarité est nécessaire entre les États membres de l'UE.** La situation exceptionnelle que vivent la Grèce et l'Italie nécessite des mesures exceptionnelles, y compris l'augmentation des efforts de relocalisation ainsi que de l'appui aux acteurs/trices qui, sur le terrain, font face aux arrivées.

■ Les États membres doivent proposer suffisamment de **canaux sûrs, réguliers et transparents pour la migration de travail, en considérant les différents niveaux de qualification et d'une manière qui reflète les réalités des besoins en main d'œuvre dans l'UE.**